

La Campagne Eurovision à l'AG de l'UD CGT 63

Un militant AFPS 63 et BDSF 63 a été invité à présenter la Campagne Eurovision à l'AG de l'UD CGT 63, réunissant plus de 100 syndicalistes le 18 janvier 2019.

Le contexte de l'Eurovision, de l'apartheid en Israël et de la colonisation de la Palestine, et la [Campagne lancée en France par 75 organisations](#) (dont l'UD CGT 63), ont été rappelés, et un [tract explicatif](#) a été mis à disposition des participants.

Puis, à la pause café, 35 participants (dont une large partie du bureau de l'UD) ont partagé leur photo pour [l'album BoycottEurovision2019 de la page Facebook de l'AFPS 63](#). Ce qui porte notre album à plus de 200 personnes.



Par ailleurs, une vingtaine de cartes postales à envoyer au président d'AXA France pour le désinvestissement des banques israéliennes et de l'industriel de l'armement Elbit System ont été prises par des militants de l'AG.



Coopérative Al Sanabel, voyage en Palestine, BDS

**Rencontre avec Raed, président de la coopérative Al Sanabel,
et des voyageurs rentrant de Cisjordanie**

A l'invitation de l'AFPS-BDSF 63, une bonne centaine de personnes, dont de nombreux jeunes, sont venues le 12 janvier 2018 (*maison des associations, rue de l'Oradou à Clermont-Ferrand*), rencontrer Raed, président de la coopérative de jus de raisin Al Sanabel (*Halhul, près de Hébron en Cisjordanie*). Certaines d'entre elles avaient pu [rencontrer Raed fin 2015 à Clermont](#), puis suivre un échange chaleureux avec lui par Skype, en janvier 2017 lors d'un repas palestinien.

Cette rencontre s'est faite en présence de 6 voyageurs : deux viticulteurs de la Confédération Paysanne 63, un élu départemental 63 « gauche citoyenne » et 3 membres de l'afps 63 dont 2 syndicalistes (CGT et Solidaires), qui ont visité la coopérative Al Sanabel, la Cisjordanie et Jérusalem du 23 novembre au 2 décembre. Un journaliste du quotidien La Montagne a interviewé Raed et l'AFPS 63.



Après la projection de la vidéo sur la coopérative Al

Sanabel : « [Les raisins de la résistance](#) » , Raed a répondu aux questions de la salle sur le développement de la coopérative, sur la situation en Palestine et sur l'importance du mouvement BDS.

La coopérative, soutenue par plusieurs groupes AFPS, par des collectivités locales et territoriales, est déjà équipée d'un matériel performant pour la fabrication de jus de raisin longue conservation même s'il reste encore à faire pour finaliser le projet. Elle contribue ainsi à la résistance économique de centaines de familles permettant une autonomie des producteurs face aux blocages de l'occupant. Cultiver, c'est rester sur sa terre, c'est résister à la colonisation israélienne. L'objectif est de fournir plus de services aux 3.000 familles qui cultivent la vigne dans cette région, ainsi qu'aux coopératives de femmes qui viennent presser leur raisin et fabriquer de la confiture (Debs).

Bien que le raisin ne fasse pas partie des produits agricoles palestiniens interdits en Israël par le protocole de Paris, ce raisin est boycotté par les Israéliens, qui par ailleurs écoulent à bas prix la fraction la moins bonne de leurs raisins (ou la plus traitée chimiquement) sur le marché palestinien.

A noter le boycott de différents produits palestiniens en Israël, dont certains sont revendus sous l'étiquette « made in Israël » (chaussures d'Hébron, notamment). Par ailleurs, l'emploi d'ouvriers palestiniens en Israël (où les salaires sont supérieurs) entraîne une pénurie de main-d'œuvre en Palestine qui constitue un des freins au développement de l'économie palestinienne.

Suite à des questions, Raed a rappelé l'apartheid sur l'eau palestinienne (un colon consomme 8 fois plus d'eau qu'un Palestinien), et l'impossibilité de se rendre en Palestine sans passer par une frontière israélienne.

BDS peut-il nuire aux travailleurs palestiniens ? La réalité c'est que la pauvreté oblige des Palestiniens à aller travailler en Israël ou dans les colonies (y compris sur leurs propres terres qu'on leur a volées). BDS dont le but est justement d'arriver à la libération de la Palestine contribuera par là même à mettre fin à cet état de fait inacceptable. La liste noire publiée par Israël des organisations du BDS (dont l'AFPS et BDS France) montre l'importance de BDS.

Pourquoi les médias dominants en France sont plus favorables à Israël qu'aux Palestiniens ? Un participant rappelle le poids des lobbys sionistes (*sachant que tous les sionistes ne sont pas juifs, et tous les juifs ne sont pas sionistes*) qui se traduit par de l'autocensure et de la censure des journalistes dans ces médias. Raed rappelle aussi que la population française est mieux informée qu'avant, du fait de l'action des organisations du mouvement de solidarité, comme l'AFPS, et du poids politique important en France des citoyens d'origine arabe.

La seconde partie de la soirée a vu la projection d'un montage vidéo/photo des voyageurs du 63, suivie de leurs témoignages. Ils ont insisté sur les reculs apparents liés à la « normalisation », au développement de la société consumériste à crédit, de l'individualisme et de la corruption de certains dirigeants, notamment dans certains quartiers des grandes villes contrastant avec la pauvreté des zones rurales et des camps de réfugiés. Il y a toutefois une constellation de poches de résistance à travers le pays, notamment en zones rurales ou par le mouvement syndical indépendant dans les villes. Il s'agit d'un conflit politique colonial, pas d'un conflit entre les peuples.

Contrairement aux idées reçues en France, ils n'ont pas eu le sentiment de danger au contact des Palestiniens, mais seulement en croisant les militaires israéliens surarmés (dont des jeunes femmes souvent agressives). La résilience des

Palestiniens est admirable compte-tenu de ce qu'ils subissent de la part des colons, de l'armée, de l'enfermement par le mur d'apartheid, du délire sécuritaire (observé aussi par les voyageurs à l'aéroport de Tel-Aviv). Le cas de Wadi Fukin entouré par les colonies les a marqués comme exemple d'épuration ethnique et d'enfermement. On note que sur 13 millions, il ne reste que 6 millions de Palestiniens en Palestine.

A propos des différents types de colonies et de colons, Raed rappelle que toutes les colonies sont illégales et qu'il ne peut y avoir de « gentils » colons.

La visite de la coopérative Al Sanabel leur a montré le bon niveau technique de son activité, et peut leur servir d'exemple d'organisation collective solidaire au retour en France, où l'on doit ne pas avoir trop de confiance en ceux qui ont trop de pouvoir.

Les camarades syndicalistes ont demandé systématiquement à leurs interlocuteurs palestiniens, notamment syndicaux, leur opinion sur BDS. Ils sont revenus renforcés dans leur conviction de développer dans les syndicats en France un soutien plus actif au boycott des produits israéliens, et s'y emploieront.

Suite à une question, on a annoncé **notre prochaine action (dimanche 4 février à 10h au marché des Salins) pour soutenir les prisonniers politiques palestiniens (dont Ahed Tamimi et Salah Hamouri) en appelant au boycott des sociétés multinationales (G4S, HP ou ses dérivées) qui soutiennent le système sécuritaire et carcéral israélien.**

Un pot convivial a été partagé en fin de soirée et les échanges se sont poursuivis jusqu'assez tard dans la nuit ! Le samedi matin, Raed, les voyageurs et quelques militants ont visité les fermes des viticulteurs du voyage, poursuivant les échanges et apports mutuels.

L'AFPS 63 remercie la municipalité de Clermont-Ferrand (2016-17), et le Conseil Départemental 63 (2017), pour l'attribution de subventions significatives pour Al Sanabel.



**Actions BDS LIDL et
Intermarché au Cend्रे (63)
contre l'annexion de**

Jérusalem



A l'appel de la Coalition BDS 63 (40 organisations) une vingtaine de militant(e)s (AFPS-BDSF, CGT, Amis du Diplo, ATTAC, Solidaires, LDH, Alter-écologes, ...) ont participé le 9 décembre à deux actions BDS devant les magasins LIDL et Intermarché Hyper du Centre (63). Deux dirigeant(e)s de l'Union locale CGT (Cournon) ont participé à l'action. A cette occasion l'UD-CGT 63 a aussi publié largement (site web et journal syndical départemental) le contexte de la Palestine, de Jérusalem et de la politique de Trump, et l'importance cruciale du mouvement BDS pour soutenir les Palestiniens et leurs syndicats (voir [ici](#))

L'action devant LIDL a été écourtée par l'intervention de la police à l'appel du manager, très agressif, du magasin. La police a contrôlé l'identité d'un responsable de l'action. Environ 250 ex. du [tract joint](#), appelant au boycott des produits Mehadrin et des autres produits de la colonisation israélienne chez LIDL ont été distribués durant une heure. Les client(e)s nous ont réservé un très bon accueil.

L'action devant Intermarché s'est déroulée sans problème, sans refus de tracts (environ 400 ex. du [tract joint](#), appelant au boycott des produits de la colonisation et à la liberté d'appel au boycott, ont été distribués aux deux entrées du centre commercial) et avec des remerciements pour notre action. Une cinquantaine de signatures de la pétition demandant la rupture des accords d'association UE-Israël (mais

peu de signataires ont accepté de donner leur adresse email).

Cette matinée, placée sous le signe du refus de l'annexion de Jérusalem dans nos contacts avec les citoyens, nous a permis d'informer les clients de nouveaux magasins sur la Palestine et l'importance du BDS, et de renforcer nos liens avec une union syndicale locale.

La plus grande fédération de syndicats de Norvège souscrit au boycott total d'Israël pour faire progresser les droits fondamentaux des Palestiniens

Communiqué de presse du 12 mai 2017

12 mai 2017 – Aujourd'hui, la Confédération norvégienne des Syndicats (LO), qui représente près d'un million de travailleurs, a souscrit au boycott total d'Israël pour permettre aux Palestiniens d'acquérir leurs droits fondamentaux conformément au droit international. LO est la plus grande et la plus influente des organisations qui chapeautent les unions syndicales de Norvège.

Commentant cette victoire significative de BDS en Norvège, Riya Hassan, coordinatrice des Campagnes Européennes avec le Comité National

palestinien de BDS, a dit :

Le Comité National palestinien de Boycott, Désinvestissement et Sanctions (BNC) salue la Confédération norvégienne des Syndicats (LO) pour avoir souscrit à un « un boycott international » total « économique, culturel et académique d'Israël » comme à une voie indispensable pour que les Palestiniens obtiennent leurs droits fondamentaux, y compris le droit au retour pour les réfugiés et l'égalité des droits pour les Palestiniens citoyens d'Israël.

En prenant courageusement en compte l'appel palestinien au BDS, lancé en 2005 par une majorité absolue de la société civile palestinienne, LO rejoint quelques unes des fédérations de syndicats les plus importantes au monde, dont la COSATU d'Afrique du Sud, la CUT du Brésil, la CSN du Québec et l'ICTU irlandaise, en appelant à une pression significative de BDS sur les entreprises et les institutions qui ont permis des décennies d'occupation, de colonisation de peuplement et d'apartheid par Israël.

Le BNC espère trouver une coordination étroite avec les partenaires norvégiens à l'intérieur de LO, en particulier Fargobundet, pour traduire cette nouvelle politique en mesures effectives de responsabilité aux niveaux académique, culturel et économique qui permettent de faire observer les droits de l'Homme et le droit international. Nous demandons aussi à LO de faire pression sur le gouvernement norvégien pour qu'il mette fin à tous ses engagements militaires avec le régime d'oppression israélien et qu'il désinvestisse ses fonds souverains de toutes les sociétés qui sont complices de l'occupation israélienne et de son entreprise illégale de colonisation.

Le Comité National palestinien de BDS (BNC) est la plus large coalition de la société civile palestinienne. Il dirige et soutient le mouvement mondial de Boycott, Désinvestissement et Sanctions.

Allez voir www.bdsmovement.net et suivez le sur @BDSmovement

Source: [bdsmovement](http://bdsmovement.net)

Traduction : J. Ch. pour BDS France

1er mai : les syndicats palestiniens appellent à l'intensification du BDS

28 avril 2017.

Ce 1er mai, nous, syndicats palestiniens, sommes fiers de nous tenir près du mouvement syndical international car nous résistons collectivement aux attaques contre nos conditions de travail, les services publics et les pertes d'emplois. Nous prêtons notre voix aux rassemblements de masse qui ont lieu partout, unissant les syndicats, les immigrants et les réfugiés, les mouvements sociaux et écologiques qui se battent pour un meilleur avenir et pour une vie digne.

Nous rappelons aussi au monde que les travailleurs palestiniens continuent de subir et de résister quotidiennement au régime israélien d'occupation, de colonisation de peuplement et d'apartheid, y compris par la résistance au honteux système carcéral israélien. Nous saluons nos prisonniers politiques en grève de la faim qui protestent contre les violations graves et permanentes des droits humains palestiniens. Nous continuerons à refuser la vision israélienne d'un réseau de Bantoustans palestiniens tronqués, avec leurs zones industrielles, où nous abandonnons nos droits et devenons du travail bon marché pour l'État israélien. C'est pourquoi en juillet 2005, plus de 170 organisations palestiniennes ont appelé le monde à adopter une campagne de boycott, désinvestissements et sanctions (BDS) contre Israël à la manière de l'apartheid sud-africain, cet appel historique a

été signé par toutes les grandes fédérations syndicales palestiniennes. Nous croyons que les campagnes syndicales visant les entreprises et États complices des violations du droit international par Israël sont une forme vitale et efficace de solidarité avec la lutte palestinienne pour la liberté, la justice et l'égalité.

Aujourd'hui, les syndicats prennent la tête de la défense du peuple palestinien pour ses droits à l'autodétermination, à la non-discrimination, à l'égalité et au droit au retour des réfugiés palestiniens, comme le stipule la résolution 194 de l'Assemblée générale des Nations Unies. Les principes et tactiques du BDS ont été formellement approuvés par des fédérations syndicales d'Afrique du Sud, du Royaume-Uni, d'Écosse, d'Irlande, de Norvège, de Suède, de Belgique, du Pays basque, du Brésil et d'autres pays d'Amérique latine, en plus d'un très grand nombre de syndicats nationaux et locaux. Ceci nous donne un grand espoir dans le potentiel des travailleurs pour faire cesser le soutien des entreprises et des États aux crimes d'Israël. Ceci nous rappelle aussi les campagnes syndicales internationales si inspiratrices qui ont aidé à révéler et à délégitimer l'ancien régime d'apartheid d'Afrique du Sud. Nous saluons tous les syndicats qui mettent en œuvre des campagnes BDS efficaces et qui retirent leurs fonds de pension aux profiteurs de l'occupation comme G4S et HP, entre autres.

Nous saisissons aussi cette occasion pour appeler les syndicats à rejoindre le mouvement BDS afin de réaliser des boycotts des compagnies israéliennes et internationales complices des violations des droits humains palestiniens, de désinvestir les fonds syndicaux des compagnies et des institutions complices de l'occupation, de la colonisation de peuplement et de l'apartheid israélien, et pour faire pression sur les gouvernements pour couper les relations militaires et commerciales avec Israël. Nous répétons notre appel pour un boycott de la Histadrout, le syndicat général d'Israël, pour

sa complicité de la violation du droit international et pour son refus de prendre une position claire de soutien aux droits humains globaux des Palestiniens.

Nous avons hâte d'opérer avec les syndicats du monde entier pour développer et renforcer nos luttes pour les droits humains, pour la justice sociale et économique. Nous sommes côte à côte avec les travailleurs du monde entier et nous vous remercions pour la solidarité que vous exprimez avec la lutte pour les droits des travailleurs palestiniens.

General Union of Palestinian Workers

Palestinian New Union

Federation of Independent Trade Union

Postal, IT and Telecommunications Workers Union

Communiqué en anglais :
<https://bdsmovement.net/news/may-day-palestinian-trade-unions-call-intensifying-bds>

LIDL, cessez le commerce avec l'apartheid !

Le Comité BDS France 34 lance sa campagne 2017 pour cesser le commerce avec les entreprises israéliennes. L'appel au boycott d'Israël lancé par les Palestiniens ne consiste pas seulement à demander aux consommateurs de boycotter les produits des entreprises israéliennes. Il consiste aussi et surtout à convaincre et contraindre, si nécessaire, les entreprises françaises de cesser tout commerce avec l'apartheid.

Pour 2017, BDSF34 a inauguré un nouveau mode d'action :

inclure dans ses actions des représentants de partis, syndicats, associations et diverses personnalités qui soutiennent le BDS sans pouvoir participer régulièrement à ses actions et impliquer davantage les clients de LIDL.

Le 11 février, trois syndicats et un conseiller municipal (EELV), artiste de surcroît ont activement participé à l'action BDS.

Thierry Arcier, Viticulteur, porte parole 34 de la **Confédération Paysanne** ainsi que Martine et Mariano Pusceddu membres de la conf.

Mathieu Brabant, **secrétaire national de la FERC CGT**, (Fédération éducation recherche et culture) de la CGT ainsi que Dominique Paumelle militante FERC-CGT.

Bruno Nougarede, militant Sud'éduc, représentant **SOLIDAIRES34**

Michel Marre, **Conseiller municipal (EELV)** de Castelneau-le-Lez, **musicien, compositeur et cinéaste.**

Impliquer massivement la société civile dans l'action directe non violente pour la liberté, la justice et l'égalité pour le peuple palestinien jusqu'à l'autodétermination, tel est le sens de l'Appel BDS palestinien de 2005.

Que pouvait faire la police face à trente militants non-violents qui ont argumenté leur action fondée sur le droit international et face à des dizaines de clients qui ont affiché leur solidarité en portant l'autocollant « LIDL stop commerce apartheid » ? sinon discuter et laisser se dérouler l'action comme prévue par le comité BDSF34. deux courageuses clientes ont même interpellé les policiers en leur disant « pourquoi vous ne les laissez pas faire , ils ne font rien de mal, ils ont raison » ...

La direction de ce LIDL (et de 3 autres magasins de la ville) a déposé en 2016, deux plaintes contre BDSF34. Début janvier

2017 nous lui avons remis un courrier de demande de rendez-vous pour trouver une issue au problème : aucune réponse.

Au moment où le gouvernement israélien du fasciste et raciste Netanyahu, porté par le raciste Trump, multiplie les annonces de colonies en territoire occupé palestinien et fait voter des lois d'annexion de territoires palestiniens, il est plus que jamais nécessaire de lutter contre l'apartheid israélien.

Le comité BDS France 34 et les amis du BDS et de la Palestine avons, à notre niveau, modestement mais fermement déterminés, engagé la bataille sur le terrain.

31 militants ont participé à l'action.

Comité BDS France34

Initiative syndicale européenne pour la justice en Palestine

7 DÉCEMBRE 2016 – UNION EUROPÉENNE, ACTUALITÉ

Plus de 100 délégués de syndicats représentant vingt et un syndicats et trois millions de membres de toute l'Europe se sont rassemblés en une première rencontre historique à Bruxelles pour dénoncer la complicité des gouvernements européens avec Israël et créer une plateforme transeuropéenne en solidarité avec le peuple palestinien.

Le mépris scandaleux d'Israël pour le droit international est bien documenté. Peut-être son accord de coopération avec

l'Union européenne l'est moins. Celui-ci lui donne accès aux échanges commerciaux et lui permet une participation à des programmes et des projets européens plus que n'importe quel autre pays non européen.

La Coordination Européenne des Comités et des Associations pour la Palestine (ECCP) a recensé que tandis que le gouvernement israélien avait contribué à hauteur de 535 millions d'euros à des programmes de recherche européens sur une période de six ans, des firmes et des institutions israéliennes avaient en réalité reçu encore plus de financement en retour – d'une valeur de 840 millions €. Israël s'attend à bénéficier de la même façon du nouveau programme de financement de la recherche Horizon 2020, à moins qu'il ne soit tenu compte des appels répétés du mouvement international Boycott, Désinvestissement, Sanctions (BDS).

L'existence même de cet accord depuis 16 ans est d'autant plus remarquable que son article 2 met l'accent sur le fait qu'il est basé sur « le respect mutuel pour les droits humains et les principes démocratiques» (!). Ce n'est pas quelque chose que l'on associe d'emblée à un État qui continue à occuper illégalement la terre palestinienne en violation du droit international et au mépris d'innombrables déclarations et condamnations de gouvernements et d'organisations du monde, dont de nombreux pays de l'UE elle-même.

La rencontre des syndicats, sur deux jours, a donné lieu à des appels à la fin de l'occupation de la Palestine et à l'abrogation de cet accord très critiqué, vu par beaucoup comme la légitimation de l'occupation illégale qui contrevient au droit international et aux conventions de l'ONU.

La nouvelle initiative a été prise par un groupe transeuropéen qui tente de développer un réseau qui puisse renforcer les liens entre les organisations de travailleurs en Europe tout en s'adressant aussi aux sections du mouvement syndical palestinien. Le PGFTU, l'Union des Travailleurs Arabes et les

Nouveaux Syndicats ont bien sûr tous participé aux discussions.

La cible de la campagne porte sur l'élévation du niveau de conscience sur la complicité des gouvernements respectifs sur la violation des droits humains et des crimes de guerre d'Israël, et sur la culpabilité des corporations qui soutiennent et tirent profit de l'occupation illégale.



La critique mordante du comité d'organisation à l'égard de l'UE l'accuse de faillir à tenir Israël pour responsable de ses graves violations du droit international, de faillir à contester l'illégalité de l'occupation de la Palestine, de faillir à combattre la discrimination rampante des citoyens palestiniens d'Israël et les nombreuses violations des droits humains – dont le déni du droit au retour dans leur patrie des réfugiés palestiniens, adopté par la résolution 194 de l'ONU, il y a près de soixante dix ans.

La formation de ce réseau constitue une percée majeure pour le travail de solidarité au sein du mouvement syndical européen, qui a été constant dans son appel à une solution juste pour le peuple palestinien.

L'UE n'a pas hésité, à appliquer précédemment diverses formes de sanctions contre la Russie lorsqu'elle a annexé un territoire de l'Ukraine et elle a agi de la même façon à

l'égard de quarante autres États à différents moments au cours des dernières années. Le double standard honteux appliqué dans le cas israélien est inacceptable et nombreux sont ceux qui l'interprètent comme un soutien tacite aux violations continues par Israël du droit international.

Sous l'effet d'une pression internationale massive, l'UE a décrété en 2015 que les produits des colonies illégales d'Israël en Cisjordanie occupée, à Jérusalem Est et dans le Golan devraient être clairement étiquetés en tant que tels. Ce mois-ci, presque un an après, la France est le troisième État membre, après le Royaume Uni et la Belgique à appliquer cette décision.

Ironiquement, la décision originelle a conduit le gouvernement de Netanyahu à menacer de boycotter la coopération avec l'UE tandis que The Independent rapportait qu'un ministre israélien traitait cette décision « d'antisémitisme déguisé » – le faux-fuyant habituel utilisé pour censurer un débat ouvert sur la politique israélienne brutale d'occupation.

Le même article cite des diplomates européens admettant « en privé que la force de la réponse israélienne avait rendu prudents certains États membres au point de créer leurs propres directives ». Les efforts concertés de la machine de propagande israélienne pour cataloguer antisémite toute action ou personne critique de sa politique gouvernementale porte clairement ses fruits dans certains milieux. Un des thèmes de la réunion de Bruxelles a donc porté sur la nécessité de se positionner contre la campagne fallacieuse du gouvernement israélien qui cherche à redéfinir l'antisémitisme pour servir son programme politique pervers.

Le gouvernement français a néanmoins rejoint désormais les rangs des principales nations européennes qui ont brisé cette barrière auto-imposée et le reste des gouvernements européens devrait suivre immédiatement. Le mouvement syndical européen fera de son mieux pour s'assurer que cela se passe le plus tôt

possible.

Le mouvement mondial BDS a subi des attaques croissantes de la machine de propagande israélienne au cours de l'année écoulée, pourtant 2016 a proclamé une série de victoires importantes pour les droits en Palestine. Des sociétés internationales de premier plan comme Orange, CRH et G4S ont suivi Veolia et se sont retirées de projets portant atteinte aux droits des Palestiniens.

Cette année, également, un nombre croissant de municipalités européennes dans des pays aussi divers que la Norvège, l'Espagne et l'Irlande ont déclaré leur opposition à l'occupation israélienne tandis que des Églises importantes aux États Unis ont désinvesti de banques israéliennes et de sociétés internationales qui soutiennent l'occupation.

Le mouvement BDS s'étend et son bilan 2016 montre des succès majeurs pour le droit à boycotter Israël en soutien aux droits des Palestiniens selon le droit international, de la part de l'Union Européenne, des gouvernements de Suède, des Pays Bas et d'Irlande, comme d'Amnesty International, de l'Union Américaine des Libertés Civiles et de la Fédération Internationale des Droits de l'Homme ou « de centaines de partis politiques, de syndicats et de mouvements sociaux autour du globe ».

Une autre victoire de premier plan a été remportée en mars de cette année lorsque le Conseil des Droits de l'Homme de l'ONU a voté la création d'une base de données des corporations israéliennes et internationales qui sont complices et qui tirent profit de l'occupation israélienne – une évolution qui vise même de futurs intérêts économiques complices des nombreuses et continuelles violations par Israël du droit international.

Cette dernière mobilisation syndicale coordonnée à Bruxelles en soutien au peuple palestinien va certainement exercer

encore plus de pression sur les gouvernements européens pour qu'ils répondent à leur devoir moral et légal et mettent fin à l'occupation israélienne illégale et au déni des droits des Palestiniens.

Lors de cette conférence de Bruxelles, un appel a été rédigé et envoyé à d'autres syndicats pour qu'ils s'engagent – si votre syndicat est intéressé à s'affilier à la campagne, veuillez contacter les organisateurs.

Voici la liste des syndicats déjà affiliés au réseau :

The Irish Congress of Trade Unions (ICTU), Fagforbundet (Norway), Union Syndicale Solidaires (France), La Centrale Générale-FGTB (Belgium), ACV/CSC Brussels (Belgium), UNISON (UK), The Norwegian Trade Union Federation LO in Trondheim, (Norway) Unison N. Ireland Region (Ireland), Derry Trades Union Council (Ireland), Belfast&District Trades Union Council (Ireland), Workmates – trade union section of Norwegian Palestine Committee (Norway), Trade Union Friends of Palestine (Ireland), Communications Workers Union (Ireland), Confederacion Intersindical Galega (Spain), Mandate Trade Union (Ireland), ELA – Basque Workers Solidarity (Euskadi), IRW-CGSP (Belgium), LBC-NVK (Belgium), Palestinawerkgroep-FNV (The Netherlands), CNE (Belgium), IAC (Spain), Civil Public and Services Union – CPSU (Ireland), Intersindical Valenciana (Spain), Irish National Teachers' Organisation – Branches: Derry City, Newry, Dungannon, Armagh, Belfast West (Ireland), The Palestine Committee of Norway, Union section (Union of railway workers), IMPACT (Ireland), CGT France – 66, The Northern Ireland Public Service Alliance (NIPSA).

Eddie Whyte – représentant du syndicat norvégien des employés municipaux et autres (NUMGE) (Fagforbundet)

Traduction SF pour BDS France

La CGT-Inra rejoint la Campagne BDS France



Le syndicat CGT de l'Institut national de la recherche agronomique a rejoint la Campagne BDS France lors de son 27ème congrès la semaine dernière à Lyon et soutient l'appel palestinien pour le BDS!

Ci-dessous le texte de la résolution:



Résolution pour l'adhésion de la CGT-INRA à BDS France

13 octobre 2016

Loin de chercher une solution juste et pacifique avec les Palestiniens, l'Etat d'Israël, à travers ses gouvernements successifs, s'engage toujours plus dans la violence de l'occupation, de la colonisation, et la violation des droits humains.

Face à l'impunité de l'État israélien, aux violations du droit et à la complicité des grandes puissances, à commencer par notre gouvernement, la CGT INRA décide de rejoindre l'appel lancé en 2005 par 172 organisations de la société civile palestinienne pour une campagne de Boycott, de Désinvestissement et de Sanctions (BDS) contre l'État d'Israël tant que celui-ci ne respectera pas les droits de l'Homme en Palestine.

Parce que nous sommes résolument ancrés dans le camp de la justice et de la paix, parce que notre syndicalisme n'a pas de frontières, nous sommes résolus à agir dans le cadre de la campagne BDS France pour arriver à une paix juste et durable qui passe par :

- la fin de l'occupation et de la colonisation des terres Palestiniennes et le démantèlement du Mur,
- la reconnaissance des droits fondamentaux des citoyens arabes d'Israël à une égalité absolue,
- le respect des droits des réfugiés palestiniens à revenir sur leurs terres et dans leurs maisons.

Le 27ème Congrès de la CGT-Inra qui s'est tenu les 11, 12 et 13 octobre 2016 à Lyon se prononce à nouveau pour l'arrêt des poursuites contre les militants BDS en France. Il demande également la suppression des circulaires Alliot-Marie et Mercier qui réduisent la liberté d'expression et de l'action militante pacifiste.

Rencontre à Paris : Boycott de produits israéliens, une expérience américaine

Rencontre avec Nathaniel Miller

en la présence de militants de BDS France Paris

Mercredi 24 février 2016 à 19h30

CICP (Centre International de Culture Populaire)
21 ter, rue Voltaire
75011 Paris
(M° Rue des Boulets)

Membre fondateur du mouvement BDS (Boycott, Désinvestissement, Sanctions) à Philadelphie, Nathaniel Miller a fait en sorte que son syndicat soit le premier aux Etats-Unis à soutenir la campagne BDS.

Cette campagne, qui continuera jusqu'à ce qu'Israël se conforme au droit international, a trois objectifs :

- Mettre fin à l'occupation des Territoires palestiniens (Cisjordanie, Jérusalem-Est, Gaza)
- En Israël, égalité des droits entre citoyens juifs

et « Palestiniens de 48 » (citoyens israéliens)

– Respecter le droit au retour des réfugiés palestiniens.

Présentations, vidéos, documentation, rafraîchissements et discussion bien sûr :

Nathaniel Miller et les animateurs de « BDS France Paris » se feront un plaisir d'échanger avec vous sur la situation en Israël/Palestine et sur le développement de la campagne.

Participation aux frais : contribution volontaire

Organisé par l'UJFP (Union Juive Française pour la Paix) et BDS France Paris

Motion BDS du réseau syndical international de solidarité et de lutte

Soutien à la lutte du peuple palestinien et à la campagne internationale BDS (Boycott, Désinvestissement et Sanctions)

RESISOL, motion adoptée lors de la rencontre internationale des 8 et 9 juin 2015 à Campinas (Brésil)

<http://www.laboursolidarity.org/Soutien-a-la-lutte-du-peuple>

Soixante-sept ans après la Nakba, les Palestiniens et Palestiniennes luttent toujours pour l'indépendance et le droit au retour. Les travailleurs-ses et les syndicats en Palestine ont une longue tradition de participation et de

sacrifice pour cette lutte, qui remonte aux années de la domination britannique.

Les Palestinien-nes sont confrontées à la poursuite des politiques coloniales et d'apartheid. Les Gazaoui-es sont exposé-es aux agressions militaires répétées (encore 2200 morts en été 2014) et à un siège économique qui décime Gaza; Les Palestinien-nes de Cisjordanie et Jérusalem-Est sont dépossédés de leur patrie et de leurs terres ; Les Palestinien-nes qui vivent en territoire de 1948 sont discriminés par plus de 30 lois racistes ; Les réfugiés palestiniens sont privés de leur droit au retour. Ces politiques racistes israéliennes empêchent toute possibilité d'organisation politique par le peuple pour leurs droits, et empêchent tout développement économique productif qui puisse permettre au peuple palestinien de vivre dans la dignité.

Fondés sur cette situation coloniale, tous les plans de développement imposés aux Palestinien-nes sont basés sur des politiques néolibérales qui favorisent les intérêts des grandes entreprises, locales et internationales, tout en conduisant à l'accentuation des inégalités dans la société. La capacité à se mobiliser pour les droits sociaux et politiques en Palestine est remise en question, à la fois par la domination coloniale, à l'intérieur de l'autonomie palestinienne, par une coordination économique et sécuritaire entre l'État israélien et l'Autorité Palestinienne, et par le soutien indéfectible des gouvernements occidentaux pour l'État israélien. Le Réseau syndical international de solidarité et de luttes doit pallier la défaillance des Etats, soutenir la résistance et les syndicats indépendants palestiniens, et s'opposer à toute tentative de limiter ou de criminaliser la solidarité des travailleurs-ses et des citoyen-nes du monde entier avec la Palestine.

Constatant l'échec du processus d'Oslo, notre engagement se traduit dans la campagne internationale BDS (Boycott, Désinvestissement et Sanctions), qui vise à faire pression sur

Israël jusqu'à ce que les droits des Palestiniens soient respectés:

- La fin de l'occupation et de la colonisation, le démantèlement du Mur et la fin du blocus de Gaza.
- Des droits égaux pour les Palestiniens vivant dans les territoires de 1948, la fin de l'Apartheid et la libération des prisonniers politiques.
- La mise en œuvre du droit au retour des réfugié-es palestinien-nes.
- L'autodétermination pour les palestiniens et les palestiniennes, impliquant la fin de l'État sioniste et raciste.

Notre réseau syndical international permet de rendre la campagne BDS plus efficace en coordonnant, dans le monde entier :

- Des cibles communes de boycott, tels que les bateaux de l'entreprise israélienne Zim, les médicaments de l'entreprise israélienne Teva, l'eau de l'entreprise israélienne Mekorot, etc. ainsi que la rupture indispensable de tout lien avec le syndicat raciste israélien Histadrout.
- Des cibles communes de désinvestissement, telle que l'entreprise française de téléphonie Orange, complice de la colonisation en Palestine, ou toutes celles qui collaborent avec les entreprises militaires israéliennes telles que Elbit, comme par exemple l'entreprise anglo-danoise G4S.
- Notre exigence commune de sanctions, que l'État israélien soit traduit devant la Cour Pénale Internationale pour rendre compte de ses crimes, et que tous les gouvernements rompent leurs relations économiques, militaires et diplomatiques avec l'Etat israélien.

[La motion en format pdf avec les signatures de tous les syndicats membres du Réseau Syndical International de Solidarité et de Lutte](#)

Des syndicats de l'industrie des USA votent le soutien au BDS

Un des syndicats prépondérants de l'industrie des États-Unis a voté le soutien aux objectifs du mouvement mondial boycott, désinvestissement et sanctions (BDS) contre Israël, mentionnant « son long passé de violation des droits humains des Palestiniens ». Ceci en ferait le premier syndicat national à décider ainsi.

Le congrès national de United Electrical, Radio and Machine Workers réuni à Baltimore la semaine dernière a voté sur une série de questions de politique étrangère et nationale, y compris l'appel au boycott Israël et le soutien à l'accord nucléaire avec l'Iran.

D'après une déclaration sur le site de United Electrical, le syndicat a voté en faveur de la « justice et de la paix pour les peuples de Palestine et d'Israël » et cité le bilan sordide d'Israël en matière de droits humains : « en commençant par le nettoyage ethnique de 750.000 Palestiniens en 1947-48 qui a transformé la plus grande part de la Palestine en Etat d'Israël. »

L'objectif de cette avancée, a déclaré le syndicat, est « de faire pression sur Israël pour qu'il mette fin à son apartheid sur les Palestiniens, précisément comme des tactiques similaires ont aidé à mettre fin à l'apartheid sud-africain dans les années 1980. » Le syndicat a aussi appelé les USA à couper leur aide à Israël et exprimé son soutien au « droit au retour. »

Le syndicat a aussi adopté un certain nombre d'autres questions de politique étrangère, y compris la demande de terminer l'intervention militaire des USA au Moyen-Orient et dans d'autres régions.

« Nous (devons) nous débarrasser de cette culture de guerre », a dit Mike Ferritto, un délégué local. « Nous avons fait assez de dégâts. Nous devons nous retirer du Moyen-Orient », a dit Brandon Dutton, un autre délégué.

Le vote sur Israël a été provoqué par une rencontre avec des syndicalistes palestiniens au cours du Forum Social Mondial en Tunisie. Le délégué Autumn Martinez, qui a participé à la rencontre et co-sponsorisé la résolution, a déclaré : « Ce qui se passe est absolument écoeurant. Liberté pour la Palestine ! »

Haaretz, 30 août 2015.

<http://www.haaretz.com/jewish-world/jewish-world-news/1.673550>

Traduction: JPB pour BDS France

Les syndicats palestiniens appellent au boycott international de l'Histadrut

dimanche 19 juillet 2015 – 11h:47

Ali Abunimah

Quinze syndicats à Gaza ont conjointement renouvelé leur soutien au boycott d'Israël et de ses organisations syndicales, qui se rendent complices des violations des droits des Palestiniens.



Travailleurs palestiniens soumis
quotidiennement à l'apartheid israélien –
Photo : <https://libcom.org/library/palestin...>

Pour marquer le 10ème anniversaire du mouvement de boycott, les syndicats membres de la Fédération Générale Palestinienne des Syndicats (FGPS) – Bande de Gaza, réaffirment leur « engagement inébranlable à l'appel de la société civile palestinienne pour... le boycott, le désinvestissement, et les sanctions contre Israël (BDS). »

« Nous saluons et remercions les nombreux syndicats et les fédérations dans le monde qui suivent l'appel de la campagne BDS, et nous voulons réitérer notre appel à tous les camarades et militants dans les syndicats et fédérations partout dans le monde, qui défendent la liberté et la justice, de boycotter l'Israël en raison de son régime raciste et colonialiste, » annoncent les syndicats palestiniens.

En particulier, les syndicats « soulignent l'importance de boycotter l'Histadrut en raison de sa complicité flagrante dans la politique israélienne d'occupation, de construction de colonies, d'apartheid et de non-respect des droits des travailleurs palestiniens. »

La déclaration de la FPGS, diffusée par le Comité National Palestinien de BDS (BNC), réitère l'opposition des syndicats « à toutes les formes de normalisation avec Israël et ses institutions. »

Union colonialiste

Comme Tony Greenstein l'a détaillé pour [The Electronic Intifada en 2009](#), l'Histadrut – la fédération du travail israélienne – a des liens historiques profonds avec la colonisation et la purification ethnique pratiquées par le sionisme en Palestine.

Un des rôles importants endossés par l'Histadrut dans la colonisation sioniste, était dès le début d'inscrire la ségrégation entre travailleurs arabes et juifs.

En 2010, a été révélé que l'Histadrut était complice du [vol de l'équivalent de 2 milliards de dollars](#), extorqués des salaires des travailleurs palestiniens. L'argent a été saisi par diverses organisations israéliennes avec parmi elles l'Histadrut, sous la forme de « déductions » pour des avantages que les Palestiniens n'ont jamais perçus.

Les syndicats américains pro-israéliens – comme par exemple la Fédération des Professeurs Américains – ont sponsorisé des projets communs entre les travailleurs syndiqués israéliens et palestiniens. Ces projets violent l'appel contre la normalisation.

La déclaration de la FPGS servira de rappel aux syndicalistes au niveau international, de l'importance de la vraie solidarité qui permet d'éviter ce genre de pièges.

Le Comité National Palestinien de BDS a déclaré qu'il « accueillait chaleureusement la déclaration faite par la FPGS et d'autres syndicats à Gaza, le considérant comme une étape importante vers le développement dans le mouvement syndical mondial des campagnes BDS contre Israël jusqu'à ce que celui-ci agisse conformément au droit international et aux droits des Palestiniens. »

Déclaration intégrale de la FPGS

Déclaration publiée par la Fédération Générale des Syndicats de la Palestine – Provinces de Gaza

9 juillet 2015 : Etant donné le droit de notre peuple à recourir à toutes les formes de lutte nationale contre l'occupation israélienne, nous, les sous-signés, affirmons notre engagement constant à l'appel publié en 2005 de la société civile palestinienne pour le boycott, le

désinvestissement, et les sanctions (BDS) contre Israël, jusqu'à ce que celui-ci applique ses obligations en vertu du droit international et reconnaisse le droit inaliénable du peuple palestinien à l'autodétermination par :

- ✘ la fin de l'occupation et de la colonisation de tous les terres arabes et le démantèlement du Mur [d'Apartheid]

- ✘ la reconnaissance du droit fondamental à l'égalité des citoyens arabes-palestiniens en Israël ; et

- ✘ le respect, la protection et l'aide à l'application du droit des réfugiés palestiniens à retourner dans leurs maisons et propriétés comme stipulé dans la résolution 194 des Nations Unies.

Nous réitérons également notre opposition à toutes les formes de normalisation avec Israël et ses institutions selon la définition de la normalisation approuvée à la grande majorité de la Société Civile Palestinienne lors de la première Conférence Nationale de la campagne BDS en 2007, nous appuyant sur le premier des critères définis par le Comité National BDS qui représente la plus large coalition des différents secteurs de la société civile palestinienne.

Nous, dans la Fédération Générale des Syndicats et travailleurs palestiniens, soulignons l'importance de boycotter le syndicat Histadrut en raison de sa complicité flagrante avec les politiques d'Israël : l'occupation, la construction de colonies, l'apartheid, et le non-respect des droits de travailleurs palestiniens. Nous nous engageons également à boycotter tout autre institution israélienne qui ne reconnaît pas nos droits inaliénables stipulés en vertu du droit international.

Nous saluons et remercions les nombreux syndicats et les fédérations dans le monde qui suivent l'appel de la campagne BDS, et nous voulons réitérer notre appel à tous les camarades

et militants dans les syndicats et fédérations partout dans le monde, qui défendent la liberté et la justice, de boycotter Israël en raison de son régime raciste et colonialiste.

Nous sommes certains que le boycott de l'occupation israélienne et de ses institutions est l'acte le plus efficace de solidarité avec la lutte de notre peuple pour la liberté, la justice et l'égalité, et pour obliger Israël à rendre compte de ses crimes répétés.

La dernière agression d'Israël sur la bande de Gaza pendant l'été de 2014, a mené à la mort brutale de 2140 Palestiniens [note de la rédaction : [l'enquête récente des nations Unies](#) élève ce nombre à 2251], et aux blessures de plus de 12 000 personnes. Le tout en plus de la vaste destruction des habitations, des usines et des fermes, du blocage persistant de la reconstruction de Gaza, et du siège injuste vieux de sept ans imposé à notre peuple.

17 juillet 2015 – **The Electronic Intifada** – Vous pouvez consulter cet article à : <https://electronicintifada.net/blog..>

Traduction : [Info-Palestine.eu](http://www.info-palestine.eu)

<http://www.info-palestine.net/spip.php?article15504>

**La Fédération Générale
Palestinienne des Syndicats –
Gaza réaffirme son “soutien**

inébranlable” à BDS et au boycott de la Histadrout

Palestine occupée, 15 juillet 2015

A l’occasion du 10ème anniversaire du mouvement Boycott Désinvestissement Sanctions (BDS), la Fédération Générale Palestinienne des Syndicats – Bande de Gaza a renouvelé son “soutien inébranlable” au mouvement BDS contre Israël jusqu’à ce qu’il se plie aux obligations du droit international et reconnaisse le droit inaliénable du peuple palestinien à son auto-détermination.

Dans le document, signé par 15 syndicats de Gaza assiégée, les syndicalistes palestiniens réaffirment leur rejet de toute forme de normalisation avec l’état israélien et ses institutions, comme défini par le Comité National Palestinien de BDS (BNC : BDS National Committee).

La PGFTU – Bande de Gaza appelle également au niveau international les syndicats à boycotter la Histadrout, principal syndicat en Israël, en raison de sa “complicité flagrante avec les politiques d’Israël, y compris l’occupation, l’établissement de colonies, l’apartheid et [le vol] des droits des travailleurs palestiniens”.

Le BNC accueille chaleureusement le document produit par la PGFTU et d’autres syndicats de Gaza, le considérant comme une étape importante vers l’intensification, au sein du mouvement syndical international, des campagnes BDS contre Israël jusqu’à ce qu’il se conforme au droit international et au respect des droits des Palestiniens.

Le BNC, qui représente la plus large coalition de la société civile palestinienne et qui conduit le mouvement BDS mondial, renouvelle son appel au mouvement syndicaliste international d’appuyer BDS comme la forme la plus efficace de solidarité avec le peuple palestinien dans notre lutte pour mettre fin au régime d’occupation, de colonisation et d’apartheid imposé par

Israël.

Un document provenant de la Fédération Générale Palestinienne des Syndicats (GFPTU : General Federation of Palestine's Trades Unions) – Bande de Gaza.

9 juillet 2015 : Etant donné le droit de notre peuple à pratiquer toutes les formes de lutte de libération nationale contre l'occupation israélienne, nous, soussignés, affirmons notre soutien inébranlable à l'appel de la société civile palestinienne au Boycott Désinvestissement et Sanctions contre Israël (BDS), créé en 2005, jusqu'à ce qu'Israël se conforme au droit international et reconnaisse le droit inaliénable du peuple palestinien à son auto-détermination en :

1. Mettant fin à son occupation et à sa colonisation de tous les territoires arabes et en démantelant le Mur.
2. Reconnaisant les droits fondamentaux des citoyens arabo-palestiniens d'Israël à la pleine égalité; et en
3. Respectant, protégeant et défendant les droits des réfugiés palestiniens à retourner dans leurs foyers et propriétés comme défini par la résolution 194 des Nations Unies.

Nous renouvelons également notre opposition à toute forme de normalisation avec Israël et ses institutions en accord avec la définition de la normalisation approuvée par la vaste majorité de la société civile palestinienne à la première conférence nationale de BDS en 2007, s'inspirant de l'ensemble de critères du Comité National BDS (BNC : BDS National Committee) qui constitue la plus large coalition d'organisations de la société civile palestinienne. Nous, au sein de la Fédération Générale des Syndicats et unions de travailleurs de Palestine, soulignons l'importance de boycotter la Histadrout, en raison de sa flagrante complicité

avec les politiques d'Israël, y compris l'occupation la création de colonies, l'apartheid, et la confiscation par piraterie des droits des travailleurs palestiniens. Nous nous engageons également à boycotter toute autre institution israélienne qui ne reconnaît pas nos droits inaliénables selon le droit international.

Nous saluons et apprécions les nombreux syndicats et fédérations du monde entier qui tiennent compte de l'appel de BDS et voulons renouveler notre appel à tous les camarades et activistes pour la liberté et la justice dans les syndicats et fédérations tout autour du monde à boycotter Israël en raison de son régime raciste et colonialiste. Nous pensons que le boycott de l'occupation Israélienne et celui de ses institutions est l'action la plus efficace de solidarité avec le combat de notre peuple pour la liberté, la justice et l'égalité, et pour rendre Israël comptable de ses crimes répétés. La dernière attaque d'Israël contre la bande de Gaza à l'été 2014, a provoqué la mort brutale de 2140 Palestiniens et en a blessé plus de 12000. Et cela, en plus de la vaste destruction de maisons, d'usines et de fermes, et de la continuelle obstruction à la reconstruction de Gaza, et du siège injuste de bientôt 7 ans de notre peuple.

Signataires :

1. Fédération Générale Palestinienne des Syndicats – Bande de Gaza.
2. Union Générale des Travailleurs du Commerce et des Services.
3. Union Générale des Travailleurs de l'Education.
4. Union Générale des Travailleurs du Textile et du Vêtement.
5. Union Générale des Travailleurs du Transport.
6. Union Générale des Employés du Service Public.
7. Union Générale des Travailleurs du Service de Santé.
8. Union Générale des Travailleurs des industries d'Ingénierie, Mécanique et Électrique.
9. Union Générale des Travailleurs des Conseils de Village

et de Municipalité.

10. Union Générale des Travailleurs du secteur du Tourisme.
 11. Union Générale des Travailleurs de la Construction et du Bois.
 12. Union Générale des Travailleurs de l'Agriculture.
 13. Union Générale des Travailleurs du Graphisme et des Medias.
 14. Union Générale des Travailleurs des industries Alimentaires.
 15. Union Générale des Travailleurs de la Banque, des Assurances et de la Finance.
-

Nouvelle brochure : Le BDS syndical

**BDS publie une nouvelle brochure :
« Le BDS syndical : notre réponse à
l'apartheid ! »**

Prix public: 2€

Les syndicats ou associations, comités qui le souhaitent peuvent en commander en grande quantité aussi.

Pour les commandes, envoyez le nombre de brochures souhaitées et l'adresse postale pour l'expédition à :
campagnebdsfrance@yahoo.fr

ou commandez via le formulaire en ligne :
https://docs.google.com/forms/d/1z8rN8o7LNiA8KwJ5HHTYHQD_aDI2C-WVkg1L95wjRjA/viewform

Soutien du syndicat étudiant US UAW 2865

Historique : UAW 2865, le syndicat des étudiants salariés de l'université de Californie, devient le premier grand syndicat de salariés U.S. à soutenir, par un vote d'adhésion, le désinvestissement d'Israël

UAW 2865 – Conseil exécutif – 11 décembre 2014

En solidarité avec les salariés et étudiants palestiniens.

Par leur vote, les adhérents approuvent l'appel au désinvestissement à 62 % :

52 % se sont engagés à soutenir le boycott universitaire.

« C'est une victoire décisive pour la justice pour les Palestiniens. Après des mois de campagne, cela est encourageant pour nous qu'autant d'adhérents aient participé à ce vote et aient fait entendre leur voix. C'est un hommage à l'engagement de nos adhérents pour tout ce qui concerne la justice sociale. Ce vote est la première étape de notre engagement pour la solidarité avec les Palestiniens sous occupation confrontés à des lois discriminatoires, et nous continuerons à agir pour une solidarité concrète dans le cadre de notre participation plus large aux luttes antiracistes et anticoloniales. »

Kumars Salehi, adhérent

« Nous nous consacrons à créer un lien entre les mouvements étudiants et salariés aux États-Unis et les mouvements

étudiants et salariés dans les autres parties du monde, dont la Palestine. En tant qu'étudiants-salariés luttant contre les agressions qui frappent l'éducation ici, en Californie, et les mesures répressives de plusieurs décennies contre le monde salarié en général aux États-Unis, nous savons que la solidarité internationale des salariés nous rend plus forts, et nous soutenons les étudiants et les salariés palestiniens et l'ensemble de la société palestinienne dans leur lutte de plusieurs décennies contre la dépossession, l'occupation et l'apartheid. »

Loubna Qutami, adhérente

UAW 2865, syndicat de salariés qui représente plus de 13 000 aides-enseignants, assistants et autres étudiants-salariés de l'université de Californie, est maintenant le premier grand syndicat de salariés des États-Unis à avoir organisé un vote de ses adhérents en réponse à l'appel de la société civile palestinienne pour les boycott, désinvestissement et sanctions contre l'occupation israélienne et en solidarité avec l'auto-détermination palestinienne. Le vote a approuvé le soutien à 65 % (près des deux tiers) des adhérents votants. Plus de 2100 adhérents ont voté, un hommage à la démocratie syndicale.

La mesure demande :

1 – à l'université de Californie de se désinvestir des sociétés impliquées dans l'occupation et l'apartheid israéliens ;

2 – à UAW International de se désinvestir de ces mêmes sociétés ;

3 – au gouvernement des États-Unis de mettre fin à l'aide militaire à Israël.

4 – 52 % des adhérents votants se sont engagés à « ne pas participer à des recherches, conférences, événements, programmes d'échanges, ou tout autre activité, qui seraient

parrainés par des universités israéliennes complices dans l'occupation de la Palestine et la politique coloniale de l'État d'Israël » jusqu'à ce que ces universités prennent les mesures permettant de mettre fin à leur complicité avec la dépossession, l'occupation et l'apartheid.

1136 adhérents ont promis d'observer le boycott universitaire, une réflexion sur les façons dont les étudiants salariés agissent concrètement pour mettre en œuvre la solidarité.

En juillet, le Conseil conjoint du syndicat, composé de 83 responsables élus de neuf campus universitaires de Californie, a publié une lettre ouverte exposant les grands axes du soutien à l'appel de la société civile palestinienne pour les Boycott, Désinvestissement, et Sanctions (BDS) « *contre les institutions publiques et les sociétés qui profitent de l'apartheid et de l'occupation israéliens des Palestiniens* ». Cette lettre ouverte annonçait l'intention d'organiser un vote des adhérents sur cette question au cours de la prochaine année universitaire. Le Conseil conjoint d'UAW 2865 a pris ces mesures pour répondre à l'appel à la solidarité de tous les grands syndicats palestiniens, dont l'Association palestinienne des enseignants d'université, la lettre ouverte du Conseil conjoint a été suivie de quatre mois de débat interne avant l'élection et d'un engagement profond des adhérents de tout le pays.

Le but de la stratégie mondiale non violente de BDS est qu'Israël arrête la confiscation des terres et les violations des droits de l'homme contre les Palestiniens en Cisjordanie et à Gaza, qu'il reconnaisse les droits des citoyens palestiniens d'Israël alors qu'il existe plus de 50 lois israéliennes discriminatoires à leur encontre, et qu'il respecte le droit des réfugiés palestiniens, conformément à la législation internationale, à revenir dans leurs foyers.

UAW 2865 rejoint plusieurs syndicats de salariés du Royaume-Uni et d'Irlande, UNITE de Nouvelle-Zélande, CUPE au Canada, COSATU en Afrique du Sud, et de nombreux syndicats de dockers à travers le monde. Il rejoint aussi ces voix citoyennes de plus en plus nombreuses du mouvement salarié aux États-Unis, notamment celles de la base du syndicat international des Dockers (ILWU – Local 10) qui ont soutenu les grévistes de la communauté et réussi à empêcher les navires israéliens de décharger leurs marchandises, tout comme ils s'étaient investis dans le mouvement contre l'apartheid d'Afrique du Sud, et les centaines de syndicalistes qui ont signé la déclaration Labor for Palestine. Au sein même d'UAW, Local 2865 suit le précédent des travailleurs arabo-américains de l'automobile à Détroit, en 1973, qui ont protesté contre l'achat d'obligations israéliennes pour financer les saisies des terres palestiniennes. Tout comme les salariés noirs de chez Polaroid aux États-Unis qui ont lancé un boycott de leur société pour aider aux carnets de l'apartheid pour les Sud-Africains, nous soutenons les salariés des autres industries ayant un syndicat UAW à faire pression sur leurs employeurs pour qu'ils s'engagent dans des pratiques commerciales socialement responsables afin que cesse l'occupation illégale des Palestiniens.

Dans sa majorité, le syndicat des étudiants diplômés et salariés rejoint les conseils des étudiants diplômés de l'université UC Berkeley, UC San Diego, UC Riverside, UC Irvine, et UCLA, qui ont adopté des résolutions en soutien au désinvestissement.

Nous sommes infiniment reconnaissants pour l'énorme soutien de nombreuses personnes et organisations, notamment pour ces lettres de soutien de plus de 700 sympathisants des communautés juives, de salariés féministes et homosexuels, faisant le lien entre la campagne et la répression contre la militante féministe palestinienne Rasmia Odeh, parmi les lettres de beaucoup d'autres groupes qui ont été postées

sur une page Facebook en soutien à l'initiative.

Pour plus d'informations, voir : uaw2865.org

Contacts Presse : Union Contact : Katy Fox-Hodess (UAW 2865 Executive Board), katyrose chez [gmail.com](mailto:katyrose@gmail.com), [510-705-3144](tel:510-705-3144)

<http://www.uaw2865.org/?p=15179>

traduction : JPP pour l'AURDIP

<http://www.aurdip.fr/historic-uaw-2865-uc-student.html>

Soutien du Réseau des syndicats européens alternatifs et de base au syndicalisme indépendant en Palestine et à BDS

Déclaration du Réseau des syndicats européens alternatifs et de base

Boycott, Désinvestissement, Sanctions envers l'Etat israélien
Soutien au syndicalisme indépendant en Palestine

L'été 2014 en Palestine a été marqué par le massacre à Gaza, le troisième en six ans, et son cortège de morts. Si besoin était, ces 2200 morts démontrent la fin du processus d'Oslo, la nécessité de soutenir la résistance palestinienne, et celle de traduire l'Etat israélien devant la Cour Pénale

Internationale.

Malgré le soutien indéfectible des gouvernements occidentaux à l'Etat israélien, qui vont jusqu'à criminaliser la solidarité avec les Palestiniens, une solidarité syndicale s'est exprimée dans le monde entier. Cet engagement s'est traduit dans la campagne BDS (Boycott, Désinvestissement et Sanctions), en particulier par de spectaculaires actions de blocages de bateaux israéliens dans des ports en Californie.

La campagne BDS vise à faire pression sur Israël jusqu'à ce que le droit international soit respecté :

- La fin de l'occupation et de la colonisation, donc le démantèlement de toutes les colonies existantes dans les territoires occupés, le démantèlement du Mur et la fin du blocus de Gaza.
- L'égalité entre Palestiniens et Juifs d'Israël, la fin de l'Apartheid et la libération des prisonniers politiques palestiniens.
- La mise en oeuvre du droit au retour des réfugiés palestiniens.
- L'autodétermination pour les Palestiniens.

Nous, syndicats européens alternatifs et de base, appelons à boycotter le syndicat raciste israélien Histadrout et à renforcer les liens avec les syndicats indépendants palestiniens, notamment ceux de la Federation of Independent Unions of Palestine (FIUP) ou encore avec les organisations rassemblées dans l'Union des Comités Indépendants de Travailleurs (ICCU). Nous affirmons notre disponibilité à appuyer les syndicats indépendants et internationalistes qui pourraient se créer en Israël.

En terme de désinvestissement, nous appelons à faire pression sur l'entreprise française de téléphonie Orange pour qu'elle cesse sa collaboration avec l'entreprise israélienne Partner.

Enfin, en termes de sanctions, nous exigeons de l'Union

européenne et de ses Etats qu'ils suspendent leurs accords d'association et de collaboration avec Israël.

<http://www.solidaires.org/article49621.html>

Les syndicats sud-africains demandent l'expulsion de l'Association Médicale Israélienne (IMA) de l'Association Médicale Mondiale

La plus grande fédération syndicale d'Afrique du Sud, le Congrès des syndicats sud-africains (COSATU), s'est joint aux syndicats du secteur de la santé pour exiger l'expulsion de l'Association Médicale Israélienne (IMA) de l'Association Médicale Mondiale (WMA).

Le COSATU, accompagné du NEHAWU (Syndicat des Travailleurs, de l'Éducation Nationale et de la Santé), du DENOSA (Organisation Démocratique des Soins Infirmiers de l'Afrique du Sud), ainsi que de l'Association Médicale South Africa (SAMA), a publié l'appel conjoint cette semaine. Les organisateurs manifesteront devant le WMA aujourd'hui, Vendredi 10 Octobre, soutenus par des groupes militants et notamment le groupe BDS pour l'Afrique du Sud.

En publiant l'appel à l'expulsion, le COSATU a affirmé que l'IMA « n'avait jamais dénoncé ou sérieusement confronté le gouvernement israélien sur son utilisation éhontée de la torture », et a « montré un mépris flagrant pour la question éthique de la neutralité médicale. »

Les syndicats sud-africains ont également accusé l'IMA de « s'être tenus en silence face à l'assassinat, le harcèlement et les blessures infligées aux professionnels de santé palestiniens en service, ainsi que face à la destruction des systèmes de santé palestiniens. » Ils notent par ailleurs que « les appels directs à l'IMA (depuis plusieurs années) ont été vains. »

Le COSATU a été l'un des premiers syndicats dans le monde à approuver la campagne palestinienne de Boycott international, de Désinvestissement et de Sanctions (BDS). Citant la lutte contre l'apartheid en Afrique du Sud, le COSATU exhorte à l'expulsion de l'IMA de la WMA, jusqu'à ce que l'association « condamne sans équivoque, prenne ses distances et agisse activement contre la torture, l'occupation israélienne et les politiques d'apartheid. »

Source :

<https://www.middleeastmonitor.com/news/africa/14583-south-african-trade-unions-call-for-expulsion-of-israeli-medical-association>

Traduction: Youssouf R. pour BDS France

Une victoire du BDS académique syndical et associatif

Suite au voyage en Israël du PDG de l'INRA en janvier 2014, des protestations syndicales se sont élevées ([CGT-INRA](#) le 26 mars ; et [SUD recherche](#) le 10 avril) ainsi que de l'[AURDIP](#) (Association des Universitaires pour le Respect du Droit International en Palestine, le 30 avril).

Les élus CGT sont intervenus lors du [Conseil Scientifique le 22 mai](#) ainsi que lors du **Conseil Scientifique le 25 septembre** (voir ci-dessous). Suite à cette intervention, **le PDG a annoncé au CS qu'il demande la suspension de la convention de contrats de licence ENTAV-INRA® pour des plants de vigne, signée en 2008 avec l'entreprise Golan Heights Winery, située dans une colonie israélienne du Golan occupé en Syrie.** Le Conseil a voté à la quasi-unanimité la motion ci-dessous. :

Motion du conseil scientifique de l'INRA

Le CSN de l'Inra soutient la demande de l'INRA pour la suspension de la convention de contrats de licence ENTAV-INRA® pour des plants de vigne, signée en 2008 avec l'entreprise Golan Heights Winery, située dans une colonie israélienne du Golan occupé en Syrie. Les coopérations en cours et à venir avec des partenaires israéliens doivent être examinées avec la plus grande vigilance au regard des lignes directrices de l'UE

de juillet 2013 et du récent avis du MAE français (24 juin 2014) déconseillant aux entreprises d'investir dans les colonies.

Adoptée le jeudi 25 septembre 2014

Présents : 18 ; nppv : 2

Votes exprimés : 16 ; abstentions : 1 ; pour : 14 ; contre : 1

Déclaration des élus CGT ayant précédé le vote de la motion

La discussion précédant le vote de la motion a eu lieu suite à la déclaration des élus CGT au Conseil Scientifique de l'INRA des 25-26 septembre 2014, lors des Questions d'actualité :

« Depuis juin 2014, l'armée israélienne a massacré plus de 2.100 habitants de Gaza, en a blessé près de 11.000 autres et a détruit massivement les infrastructures de cette ville de 1.8 million d'habitants, soumise depuis 8 ans à un blocus inhumain et en situation de catastrophe humanitaire chronique.

Tout récemment, Israël a annoncé le 30 août l'appropriation de 400 hectares de terres en Cisjordanie.

La passivité ou la complicité des grandes puissances conduit de nombreux citoyens à participer à un mouvement de boycott, y compris universitaire, qui prend de plus en plus d'ampleur, pour faire appliquer le droit international en Palestine.

Dans ce contexte dramatique, nous ne pouvons que nous inquiéter des projets de collaboration que semble vouloir développer l'INRA avec l'Etat israélien et ses universités, suite à la visite de F. Houllier en Israël début 2014, ainsi qu'à la mise en place de projets européens du type de Whealbi. En effet, les deux universités israéliennes partenaires de Whealbi ont activement soutenu les récents massacres durant

l'été 2014 (cf. les sites web qui en attestent : * et **), ce qui pose avec encore plus de force la question de savoir si l'INRA est dans son rôle en collaborant avec elles ?

Par ailleurs, en janvier 2014, le gouvernement israélien a approuvé un plan de développement agricole sur 14.000 hectares de terre syrienne. Selon le groupe de droits de l'Homme Al-Marsad, « *l'expansion agricole proposée ne bénéficiera qu'aux colons juifs du Golan occupé et marginalisera /.../ encore plus les indigènes syriens* ».

Concernant cette politique illégale de colonisation du Golan syrien, il faut rappeler les contrats de licence de marque ENTAV-INRA® pour des plants de vigne, signés en 2008 avec l'entreprise [Golan Heights Winery](#), située dans une [colonie israélienne du Golan occupé](#).

Ceci veut donc dire que l'INRA a au moins un partenariat qui encourage des entreprises israéliennes situées dans les colonies. Les nouvelles coopérations mises en place ne peuvent dès lors qu'aggraver le problème, au regard des lignes directrices de l'UE de juillet 2013 et du récent avis du MAE français (24 juin 2014) déconseillant aux entreprises d'investir dans les colonies.

Que compte faire l'INRA pour prendre en compte ces différentes questions, et ne pas se rendre complice des crimes de guerre et de la colonisation israélienne, qui déstabilisent la région et détruisent chaque jour un peu plus l'agriculture et la souveraineté alimentaire palestinienne. Peut-on soutenir des institutions de recherche dont les découvertes et leurs applications potentielles ne manqueront pas de venir aggraver les déséquilibres et les tensions régionales ? L'INRA peut-il encaisser des royalties de licences concédées à des colonies illégales en droit international ? »

* [article qui parle entre autres des universités de Haifa et Jérusalem](#) (les 2 partenaires de Whealbi-INRA) :

** Les dirigeants des différentes instances de l'Université Hébraïque de Jérusalem (personnel, enseignants et étudiants) soutient activement le massacre a Gaza. Voici ce qu'on peut lire sur sa [page web](#) (juillet 2014) :

Hebrew University workers and students enlist to help the front

In the coming two days we will collect products for the soldiers on the front according to the demand reported by the IDF units... The main products are : clothing, hygiene products, snacks cigarettes... We have opened collection centers on all four campuses.

'''

Sincerely

The Hebrew University of Jerusalem

The Academic Staff Committee

The Students Association

Source : [AURDIP](#)

Se tenir aux côtés des travailleurs palestiniens à Gaza : un appel à la solidarité syndicale

Le mouvement des syndicats palestiniens, soutenu par le Congress of South African Trade Unions (Confédération des syndicats sud-africains) et ses membres, appelle unanimement

les syndicats du monde entier à agir immédiatement pour arrêter le massacre israélien à Gaza et faire rendre compte à Israël de ses crimes contre le peuple palestinien.

Durant les deux semaines de la dernière agression militaire israélienne dans la bande de Gaza, des familles entières ont été effacées, et plus de 600 Palestiniens tués, dont près de 80% étaient des civils, un tiers des enfants. Plus de 1,8 million de Palestiniens sont piégés dans un petit territoire occupé et assiégé dont Israël a fait une prison à ciel ouvert, soumis à des bombardements quotidiens par les fusées israéliennes et l'artillerie lourde. Depuis sept ans, les Palestiniens de Gaza subissent un siège brutal et illégal dont l'objectif est de détruire les conditions de vie et de briser l'esprit de la population. Le siège et le bombardement récurrent ont créé une catastrophe humanitaire, avec des pénuries critiques d'eau, de nourriture et de fournitures médicales. La liberté de mouvement, le droit à l'éducation et l'accès aux services de santé ont été interdits par l'occupation israélienne.

L'objectif d'Israël dans cette dernière agression contre les Palestiniens de Gaza et de Cisjordanie, y compris Jérusalem Est, est de perpétuer l'occupation. Cette année marque les dix ans écoulés depuis que la Cour internationale de justice (International Court of Justice, ICJ), a statué que la construction du mur d'Israël était illégale et que le régime associé dans la Cisjordanie palestinienne occupée –avec les colonies, la confiscation des terres, la ségrégation des routes, les systèmes de permis et les restrictions de mouvement – étaient illégaux du point de vue du droit international. Pourtant pendant ces dix ans, la communauté internationale a permis à Israël de continuer ses constructions dans les territoires occupés et de perpétuer son système d'occupation, d'apartheid et de colonialisme contre le peuple palestinien.

Pendant que les gouvernements tergiversent et permettent à

Israël d'agir dans une complète impunité, pendant que les médias grand public répètent aveuglement la propagande israélienne digne du roman d'Orwell, la solidarité de la société civile est la seule force qui puisse aider à arrêter le massacre en cours de notre peuple et lui envoyer le message qu'il n'est pas seul, exactement comme une solidarité internationale efficace a soutenu le combat pour la liberté de l'Afrique du Sud de l'apartheid. Face à l'inaction internationale, nous, les syndicats palestiniens, nous appelons les syndicats de par le monde à prendre des mesures urgentes et en particulier à intensifier le mouvement de Boycott, désinvestissements et sanctions (BDS) contre Israël, jusqu'à ce que cet État respecte la loi internationale.

Nous vous demandons d'envisager les actions suivantes :

1. Arrêter de traiter des biens importés de ou exportés vers Israël,
2. Céder, dans votre fonds de pension syndical – et les autres -, les obligations israéliennes ainsi que celles des sociétés et des banques qui se rendent complices de l'occupation et de la violation des droits humains par Israël,
3. Vous dissocier des syndicats israéliens qui sont complices de l'occupation,
4. Soutenir notre appel pour un embargo militaire sur Israël,
5. Partager avec vos membres les informations sur le siège et la destruction de Gaza et demander à vos membres de boycotter les produits israéliens et de partager leurs connaissances à ce propos avec leur famille, leurs collègues et leurs amis.

Aujourd'hui, plus que jamais, la solidarité avec les travailleurs palestiniens et leurs familles dans Gaza et le reste du territoire palestinien occupé est une composante essentielle d'une politique syndicale progressiste et fondée sur des principes. Étant donné l'échec complet et la mauvaise

volonté des gouvernements à faire en sorte qu'Israël rende des comptes au droit international, il est admis généralement que l'occupation israélienne doit être isolée par la pression de la société civile.

Nous comptons sur nos frères et nos sœurs du mouvement syndical à poursuivre internationalement une fière tradition de solidarité internationale et à se tenir à nos côtés comme vous l'avez fait dans le combat contre l'apartheid en Afrique du Sud.

Déclaration des syndicats palestiniens suivants :

- Palestinian General Federation of Trade Unions-Gaza (Fédération générale palestinienne des syndicats-Gaza)
- General Union of Palestinian Workers (Union générale des travailleurs palestiniens)
- Union of Professional Associations (Union des associations professionnelles)
- Federation of Independent Trade Unions (Fédération des syndicats indépendants)

- Avec le soutien de : Congress of South African Trade Unions (Confédération des syndicats sud-africains, COSATU)

<http://www.bdsmovement.net/2014/stand-with-palestinian-workers-in-gaza-a-call-for-trade-union-solidarity-12404>

Le boycott d'Israël doit être

**total : politique,
économique, commercial,
universitaire, sportif,
syndical, culturel**

Pierre Stambul, co-président de l'Union Juive Française pour la Paix nous livre son analyse de la situation .

Raina-dz : L'attaque israélienne sur Gaza vient de connaître un tournant dramatique avec le massacre de masse commis dans le quartier de Shayjaya que d'aucuns qualifient de crimes de guerre. Quel commentaire faites-vous par rapport à ces événements ?

Des voix hélas représentatives en Israël poussent au massacre de masse. Jacques Kupfer du Likoud international écrivait quelques jours avant ce massacre : « Si nous voulons mettre un terme à la guerre, nous devons raser Gaza. Gaza doit devenir un champ de ruines d'où ne peuvent sortir que des gémissements. » On est au-delà du crime de guerre. Déjà avant ce massacre les Gazaouis posaient la question : « pourquoi la communauté internationale qui a inculpé les dirigeants serbes ou rwandais ne poursuit-elle pas les dirigeants occidentaux qui ordonnent de tirer sur des enfants, qui font vivre les gens en cage et qui utilisent des armes interdites (uranium appauvri, bombes à fragmentation ...) ?

Raina-dz : On a vu des images choquantes à Sdérot où des Israéliens venaient admirer les raids sur Gaza. Comment une partie de la société israélienne peut-elle aujourd'hui se réjouir de la mort de centaines de civils dont des enfants ?

En 2008-2009, lors de « Plomb Durci », lors du massacre précédent, l'armée israélienne avait empêché l'entrée des journalistes à Gaza et ceux-ci avaient regardé depuis Sdérot le pilonnage comme on joue à un jeu vidéo. L'anticolonialiste israélien Michel Warschawski vient d'écrire un texte superbe intitulé « vers le fascisme » pour décrire l'évolution de sa société. L'insensibilité à la mort et à la souffrance de « l'autre », du palestinien touche la pseudo-gauche sioniste. Elie Barnavi vient d'évoquer cette guerre en ne parlant que des roquettes tirées depuis Gaza alors que plus de la moitié des mort-e-s sont des femmes, des enfants, des vieillards.

Raina-dz : La résistance palestinienne à Gaza est saluée dans le monde entier. L'envoi de roquettes sur Israël est-ce une stratégie efficace étant donnée l'asymétrie des deux parties ?

La population de Gaza n'a pas le choix. Elle est en cage. Le blocus impitoyable dure depuis 7 ans. On manque à Gaza d'eau, de nourriture, d'électricité, de carburant, de ciment, de médicaments ... Même quand ils ne ripostent pas, les Gazaouis enterrent leurs mort-e-s : 150 paysa-ne-s tué-e-s en quelques années parce que leurs champs jouxtent la frontière, 11 pêcheurs tués en mer alors qu'ils cherchent juste à ne pas mourir de faim, 650 victimes des exécutions extrajudiciaires. Le droit à la résistance existe dans le droit international. Le Hamas n'est pas toujours très populaire à Gaza, mais le fait de riposter avec des roquettes a l'appui d'une majorité de la population qui ne voit pas d'autre moyen pour en finir avec le blocus.

Raina-dz : A Tel-Aviv et à Jérusalem des citoyens israéliens courageux descendent dans la rue pour dénoncer cette agression. Michel Warchawski, journaliste israélien militant pour la paix dit ressentir pour la première fois de la peur face à la « fascisation » de sa société. Qu'en pensez-vous ?

Ces Israéliens anticolonialistes sont courageux et formidables. Ils me rappellent la petite poignée de Français

qui, contre leur propre société, se sont battus pour l'indépendance de l'Algérie alors que la majorité de la population tolérait la torture et les ratonnades. Le sionisme n'est pas seulement une idéologie criminelle, c'est aussi une idéologie suicidaire pour les Juifs qui entretient la peur et l'insensibilité, qui fait croire aux Israéliens que ce sont eux les victimes. Un jour, cette idéologie s'écroulera. On n'en est hélas pas encore là. En tout cas, le fait qu'Israël ait un gouvernement de type OAS n'est pas un hasard. Le sionisme a gommé toutes les différences idéologiques en son sein et ce sont logiquement les plus extrémistes et les plus racistes qui sont à la tête du pays.

Raina-dz : En France le mouvement de solidarité avec les Palestiniens a connu des épisodes violents. À Barbès, puis à Sarcelles ces incidents ont émaillé les manifestations. Quelle est la responsabilité du gouvernement français dans ces violences ? Pourquoi refuse-t-il d'interdire la LDJ ?

L'attitude de Hollande et de son gouvernement est plus qu'honteuse. Le soutien appuyé aux crimes de guerre actuels se double aujourd'hui d'une tentative d'interdire les manifestations pour les droits du peuple palestinien. Ce gouvernement reprend entièrement la thèse sioniste selon laquelle critiquer Israël est un acte antisémite. La France est un des très rares pays où la LDJ (Ligue de défense juive), groupuscule raciste très violent, n'est pas interdite. C'est la LDJ qui a provoqué les manifestant-e-s à Paris. Le gouvernement français, par son attitude, mélange sciemment juif, sioniste et israélien. La seule façon d'empêcher une explosion d'antijudaïsme, c'est de faire comme l'UJFP. Manifester avec nos camarades de l'ATMF (Association des travailleurs maghrébins de France) derrière la même banderole : « Juifs et Arabes unis pour la justice en Palestine ». C'est répéter inlassablement que cette guerre est coloniale, qu'elle n'est ni raciale, ni communautaire, ni religieuse, que la seule issue, c'est l'égalité des droits et le « vivre ensemble

».

Raina-dz : Selon vous y a-t-il un lien entre le lobby sioniste pro-israélien et les discours islamophobes en augmentation ces dernières années ?

Oui bien sûr. Israël est l'élève modèle de ceux qui prônent le choc des civilisations, la guerre du « bien » contre le « mal », le mal étant bien sûr les Arabes, les Musulmans, les « bronzés ». Alors que le colonialisme n'est plus « politiquement correct », Israël donne l'exemple d'une « reconquête coloniale ». Pendant plus d'un siècle, l'antisémitisme a été le dénominateur commun de toutes les idéologies d'extrême droite. Aujourd'hui l'islamophobie remplace l'antisémitisme. Les dirigeants de l'extrême droite européenne sont pro israéliens et vont visiter la Knesset ou Yad Vashem. Et nos pseudos intellectuels n'ayant plus le droit de dire « sale arabe » s'en prennent spécifiquement aux Musulmans ou aux « gens d'apparence musulmane ».

Raina-dz : Pourquoi les médias français, à quelques exceptions près, continuent de relayer la propagande israélienne ?

Vaste question. La plupart des grands médias ne sont plus indépendants. Leurs propriétaires ne sont pas représentatifs de l'opinion. Et puis, le cliché selon lequel en France « les Juifs sont pour Israël, les Arabes pour la Palestine et le conflit est importé en France » leur plaît. C'est du sensationnel et ça fait vendre. L'honnêteté et la complexité qui les obligeraient à aller à Gaza, à enquêter sur les ravages du blocus, à relayer les rapports quotidiens qui nous arrivent tous les jours de Gaza, ça ne fait pas vendre.

Raina-dz : Que faut-il faire pour contraindre Israël à mettre fin à cette tuerie et à lever l'embargo sur Gaza ?

En 66 ans d'existence, Israël n'a été que deux fois (très légèrement) sanctionné : en 1956 sur l'évacuation (déjà) du Sinaï et en 1991 quand Shamir refusait d'ouvrir des

négociations. Les deux fois, Israël a cédé. RIEN NE CHANGERA SANS DES SANCTIONS.

La communauté internationale pour l'instant est silencieuse ou complice. C'est à nous, les citoyens et l'opinion publique, de tout faire pour changer la situation. En 2005, 172 associations de la société civile lançaient un appel au BDS (boycott, désinvestissement, sanctions) contre Israël sur les revendications suivantes : fin de l'occupation, de la colonisation, destruction du mur, fin du blocus de Gaza (le plus urgent aujourd'hui), libération des prisonniers, égalité des droits, droit au retour des réfugiés. Ce boycott doit être total : politique, économique, commercial, universitaire, sportif, syndical, culturel ... Il remporte des succès de plus en plus notables. L'espoir est là : traiter l'Etat israélien comme on a traité l'Afrique du Sud à l'époque de l'apartheid.

Entretien réalisé par Keltoum Staali